

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE DANS LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DEMAIN !

Aujourd'hui, mardi 8 décembre, des assemblées générales se sont tenues dans de nombreux établissements. Dans la plupart d'entre eux la grève a été reconduite, ainsi à Pompidou, qui en est à son 16e jour de grève et à la BPI qui en est à son 9e.

On note l'entrée du domaine de Saint-Cloud dans la grève. Parallèlement, le principe de gratuité a été décidé à Orsay.

À la BnF, deux AG réunies sur les sites de Richelieu et de Tolbiac ont conduit à la fermeture de l'établissement. Les accès du site de Tolbiac ont été ouverts à 13h00 après que les OS ont reçu de la part de la direction des propositions sur deux points de revendication : l'arrêt de l'externalisation du catalogage et la mise en oeuvre d'un plan de résorption de la précarité. Les syndicats seront reçus par la directrice de la BnF le jeudi 10 décembre à 11h00, et ne manqueront pas de revenir sur la question de l'emploi et des subventions.

À Versailles, la direction a reçu les syndicats et leur a enfin communiqué le détail des chiffres de suppressions d'emploi prévues (82 départs à la retraite en 2010, donc 41 suppressions d'emploi). La direction a admis que l'impact de ces suppressions d'emplois allait conduire à une restructuration interne des services, certaines missions étant promises à l'externalisation.

Nous savons pertinemment que, sur l'ensemble du ministère, ce

sont 250 emplois en administration centrale, 65 emplois dans les DRAC, 355 emplois EP qui seront supprimés au titre du 1 sur 2 entre 2009 et 2011. À cela il convient d'ajouter les gels de masse salariale qui toucheront 150 emplois dans les établissements publics. Ce qui conduit, en comptant les emplois hors plafond, à plus de 1000 suppressions d'emplois au MCC sur cette période.

Nous nous adressons solennellement aux présidents des établissements publics de ce ministère :

Mesdames et Messieurs, vous n'avez cessé depuis un an de communiquer, à juste titre, vos inquiétudes quant à l'avenir préoccupant des effectifs et des subventions. Il est temps, aujourd'hui, que vous preniez publiquement position pour défendre vos établissements. Par ailleurs, nous vous demandons de recevoir les organisations syndicales de vos établissements pour ouvrir, à l'instar de la BnF, des négociations concernant les revendications, et en tout état de cause pour leur communiquer toutes les mesures chiffrées dans les établissements tant en ce qui concerne les emplois que les subventions d'État – que le Cabinet se refuse, lui, à communiquer.

Demain, nous appelons l'ensemble des personnels de la région parisienne à se rassembler à Pompidou à 12h45 pour une initiative organisée sur la Piazza par l'assemblée générale des personnels du Centre, qui démontrera notre détermination à poursuivre la lutte face à un

gouvernement sourd et aveugle.

Dans cet esprit, nos fédérations se sont contactées pour exiger un rendez-vous chez le Premier ministre.

Pour faire aboutir nos revendications :

- PAS UNE SEULE SUPPRESSION D'EMPLOI
- RETRAIT DE L'ARTICLE 52 DE LA LOI DE FINANCES 2010
- DÉFENSE DES STATUTS
- MAINTIEN DE TOUTES LES SUBVENTIONS D'ÉTAT
- TITULARISATION DE TOUS LES PRÉCAIRES

UNIS, NOUS VAINCRONS !

Le 8 décembre 2009

Téléchargez ce communiqué ci-dessous.